

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUIN 2020

### Délibération n° 2020-038- DC

<b>Date d'affichage :</b> <b>Le 15 juin 2020</b>	Le onze juin deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Théâtre Philippe Noiret à Doué-la-Fontaine - 49700 Doué-en-Anjou, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le quatre juin deux mille vingt.
<b>Effectif statutaire :</b> 81	<b>Présents : (66)</b>
<b>Membres en exercice :</b> 81	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Alain BOURDIN, Laurence CAILLAUD, Françoise DAMAS, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Jean-Paul DILÉ, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Sandrine LION, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Guillaume MARTIN, Sophie METAYER, Jean-François MIGLIERINIA, Étienne MOREAU, Frédéric MORTIER, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Amelle PONCET, Sylvie PRISSET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Eric TOURON.
<b>Quorum :</b> 41	<b>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</b>
<b>Présents :</b> 66	Jacky MARCHAND par Bernard PELE
<b>Excusé(s) :</b> 11	<b>Excusés : (11)</b>
<b>Dont représenté(s) :</b> 8	Anatole MICHEAUD, Jacky BOUCHENOIRE, Michel APCHIN, Christophe CARDET, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Géraldine LE COZ, Nathalie MORON, Yann PILVEN Le SEVELLEC
<b>Absent(s) :</b> 4	<b>Dont excusés ayant donné pouvoir : (8)</b>
<b>Nombre de votants :</b> 74	Michel APCHIN à Françoise DAMAS, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Bruno PROD'HOMME, Véronique HENRY à Marc-Antoine NERON, Charles-Henri JAMIN à Jean-Pierre ANTOINE, Géraldine LE COZ à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON.
<b>Secrétaires de séance :</b>	<b>Absents : (4)</b>
<i>Monsieur Guillaume MARTIN, conseiller communautaire de la Commune d'Epieds, et Monsieur Noël NERON, conseiller communautaire de la Ville de Saumur</i>	Jeannick CANTIN, Fabrice DUFOUR, Jack LOYEAU, Isabelle TAILLECOURS

### AVENANT N° 2 AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) POUR LA GESTION DE LA MANIFESTATION ANJOU VÉLO VINTAGE (AVV) PASSÉ ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE, LA VILLE DE SAUMUR ET LA SPL SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME - PROLONGATION DU CONTRAT DE DSP

Par délibération en date du 15 décembre 2017, le Conseil de Communauté a approuvé le contrat de délégation de service public à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Ville de Saumur, et la Société Publique Locale Saumur Val de Loire Tourisme pour l'organisation de l'événement Anjou Vélo Vintage.

Ce contrat de délégation de service public met à la charge du délégataire, l'organisation de l'événement Anjou Vélo Vintage, lequel assure, à ses risques et périls, l'offre globale de services, nécessaire à l'organisation de la manifestation et notamment les prestations suivantes :

- la publicité et l'organisation de l'événement, par des supports de communication appropriés,
- la commercialisation du village localisé sur la Ville de Saumur auprès des exposants, des parcours cyclistes, des produits dérivés ou de tout autre produit touristique en lien avec la manifestation Anjou Vélo Vintage,
- l'accueil des participants et des visiteurs, dans le respect des conditions de sécurité,
- la mise en place des différentes animations attachées à l'événement,
- la définition, l'organisation et la sécurisation des différents parcours de cyclotourisme (sécurisation des voies, ravitaillements, etc.), en coordination avec les différents acteurs intéressés.

Par avenant n° 1 en date du 15 janvier 2020, la durée du contrat de délégation de service public, initialement fixée pour 30 mois et devant s'achever au 30 juin 2020, a été prolongée jusqu'au 31 juillet 2020 pour permettre à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme d'assurer l'organisation de l'édition 2020 d'Anjou Vélo Vintage début juillet de cette même année.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution de ce contrat de délégation de service public, un marché public a été conclu entre la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et la société LÉO le 27 février 2018. Il porte sur la planification et l'organisation de la manifestation Anjou Vélo Vintage pour les éditions 2018, 2019 et 2020.

En application de l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020, l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 a été prorogé jusqu'au 10 juillet 2020 inclus.

Cette situation fait obstacle à l'organisation de manifestations de grande ampleur telles que la manifestation Anjou Vélo Vintage, dont l'édition 2020 devait se tenir les 3, 4 et 5 juillet 2020.

Dans ce contexte, l'édition Anjou Vélo Vintage 2020 ne peut avoir lieu.

Dès lors, il appartient à la Communauté d'Agglomération et à la Ville de Saumur, en leur qualité d'autorités déléguées, de traiter les conséquences financières et juridiques de l'annulation de l'édition 2020 de cet événement.

Dans une telle situation, deux options s'offrent légalement aux autorités déléguées :

- soit la résiliation pure et simple par les autorités déléguées de la convention de délégation de service public sur le fondement de l'article 6.3° de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 *portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19* en mettant en place, pour la réalisation de l'édition 2021 et les éditions suivantes, une nouvelle délégation de service public.

Toutefois, cette résiliation implique l'indemnisation des dépenses directement engagées par la SPL et celles qu'elle serait elle-même amenée à régler à son prestataire, la société LÉO, l'intégralité des dépenses engagées par celui-ci au titre de la préparation de l'édition 2020 alors que certaines d'entre elles pourraient être utiles à l'édition 2021.

- soit le report, en 2021, de l'édition non réalisée en prorogeant la durée de la DSP d'une année.

Un tel report implique de modifier le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation, initialement fixée, pour chaque édition, à 105 000 € TTC pour la Communauté d'Agglomération Saumur val de Loire et à 65 000 € TTC pour la Ville de Saumur, afin de tenir compte des impacts financiers et organisationnels liés à une telle modification du contrat.

Cette possibilité de prolonger la DSP est ouverte s'agissant d'un contrat passé sans publicité ni mise en concurrence du fait de la situation de quasi-régie existant entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Ville de Saumur, et la SPL Saumur Val de Loire Tourisme.

Un tel avenant de prolongation du contrat de DSP permettrait également à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme de proposer à son prestataire une prolongation du marché public qui les lie afin d'assurer l'édition 2021 de cet événement.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Ville de Saumur après avoir pris avis auprès d'un avocat spécialisé, souhaiteraient privilégier le principe du report de la manifestation Anjou Vélo Vintage de 2020 à 2021, dans le cadre du même dispositif contractuel, en prolongeant la durée de la convention de délégation de service public confiée à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme.

Cependant, les conditions financières de cette prolongation de contrat restent à définir.

En effet, la SPL fait valoir, auprès des deux collectivités, la nécessité d'une prise en charge des frais engagés au titre de ses propres dépenses et de celles de son prestataire, la société LÉO, pour l'édition 2020 de cet événement.

Ces dépenses ont été estimées aux sommes suivantes par la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et par la société LÉO :

- ✓ pour la société LÉO, à la somme globale de 184 806,28 € HT se répartissant comme suit :
  - . dépenses fournisseurs : 24 860,51 € HT
  - . salaires et charges : 157 570,67 € HT
  - . indemnités de stages : 2 375,10 € HT
- ✓ pour la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, à la somme globale de 21 659,01 € HT se répartissant comme suit :
  - . dépenses fournisseurs pour la boutique : 3 676,01 € HT
  - . plateforme de vente en ligne Rodrigue : 5 995,00 € HT
  - . salaires : 11 988,00 € HT

Aussi, en cas de résiliation du contrat de DSP, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Saumur, en leur qualité d'autorités déléguées, pourraient être sollicitées par la SPL pour s'acquitter d'une indemnisation, due au titre de l'annulation de la manifestation 2020, pouvant ainsi s'élever à la somme maximale globale de 206 465,29 € HT.

A contrario, si l'option d'une prolongation du contrat de DSP était retenue par le Conseil de Communauté, elle permettrait, tout en assurant la réalisation de l'édition 2021 dans des conditions similaires à celles préparées pour l'édition 2020, de diminuer la charge supportées par les deux collectivités déléguées.

En effet, il s'avère que sur le montant de 206 465,29 € HT de dépenses déclarées par la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et par la société LÉO, certaines peuvent être réutilisées pour l'organisation de l'édition 2021 : des achats 2020 seront réutilisables en 2021, certaines heures consacrées à la préparation de la manifestation et à la préparation des circuits n'auront plus à être effectuées sur 2021, le travail étant en partie déjà avancé.

Aussi, après réexamen entre les parties des différents postes de charges, il apparaît que le montant des dépenses définitivement perdues pour la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et par son prestataire, s'élèverait aux sommes suivantes :

- ✓ pour la société LÉO, à la somme globale de 106 489,84 € HT se répartissant comme suit :
  - . dépenses fournisseurs : 2 881,36 € HT
  - . salaires et charges : 102 420,93 € HT
  - . indemnités de stages : 1 187,55 € HT
- ✓ pour la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, à la somme globale de 9 953,00 € HT se répartissant comme suit :
  - . formation plate-forme de vente en ligne Rodrigue : 2 760,00 € HT
  - . salaires : 7 193,00 € HT

Soit un total de pertes définitives de 116 442,84 € HT, qu'aucune recette, faute de manifestation, ne viendra compenser.

La SPL Saumur Val de Loire Tourisme qui, aujourd'hui va subir directement cette perte, sollicite ainsi la Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération pour que, le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation prévue dans le cadre de la convention de délégation de service public tienne compte des frais qu'elle sera conduite à assumer du fait de l'annulation de l'édition 2020 de la manifestation Anjou Vélo Vintage et de son report en 2021.

Ce nouveau montant de subvention, permettrait ainsi à la SPL de couvrir les pertes qu'elle doit supporter du fait de l'annulation de l'édition 2020 de la manifestation Anjou Vélo Vintage et de lui confier la réalisation de l'édition 2021 de cet événement dans des conditions optimales.

Les deux collectivités, copropriétaires de la marque Anjou Vélo Vintage, pourraient accepter de couvrir à part égale ces pertes liées à la non tenue de la manifestation 2020.

Si cet accord était validé par le Conseil Communautaire et le Conseil Municipal, il se traduirait par la passation d'un avenant n° 2 au contrat de DSP signé le 18 décembre 2017 avec la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, dont les principales caractéristiques seront les suivantes :

1. la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et la Ville de Saumur décident de l'annulation de l'édition 2020 de la manifestation Anjou Vélo Vintage ;
2. le terme du contrat de délégation de service public serait porté au 31 juillet 2021 afin de permettre à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme d'organiser l'édition 2021 de la manifestation ;
3. l'avenant prendrait acte de la modification de la subvention d'équilibre d'exploitation à verser au délégataire pour la période courant du 1er juillet 2019 (date de fin de la manifestation 2019) au 31 juillet 2021 (terme du présent avenant), à savoir :
  - . à la date du 1<sup>er</sup> août 2020 à la somme de 116 442,84 € HT soit 139 731,40 € TTC de subvention, montant réparti à parts égales entre la Communauté d'agglomération Saumur val de Loire et la Ville de Saumur, pour permettre de couvrir les frais engagés en pure perte au titre de l'édition 2020 de la manifestation Anjou Vélo Vintage, laquelle a été annulée pour des motifs non imputables au délégataire,
  - . sur l'année 2021 et selon les mêmes modalités que les conditions initiales de la convention de délégation de service public, la somme de 105 000 € TTC pour la Communauté d'Agglomération et 65 000 € TTC pour la Ville.



Il sera précisé dans l'avenant, que si l'édition 2021 de la manifestation Anjou Vélo Vintage venait également à être annulée pour un motif non imputable au délégataire, la somme de 77 128,89 € HT correspondant aux dépenses réalisées en 2020 par la société LEO prestataire de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et considérées comme reportables sur l'édition 2021 dans le cadre du présent accord, seraient versées, par moitié à parts égales entre la Ville et l'agglomération, afin de permettre l'indemnisation des frais engagés par le prestataire de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, à hauteur des sommes dûment justifiées par ce dernier ;

5. l'entrée en vigueur de cet avenant sera conditionnée à la signature concomitante d'un avenant au marché public conclu entre la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et son prestataire actant d'un paiement des dépenses engagées et dûment justifiées par ce dernier à hauteur d'une somme maximale, pour l'année 2020 de 106 489,84 € HT soit 127 787,80 € TTC et du prix de l'organisation de cet événement pour l'année 2021, à hauteur de la somme de 187 800,00 € HT soit 225 360 € TTC.
6. enfin, l'avenant précisera que les éventuelles subventions complémentaires perçues, de la Région des Pays de la Loire et du Département du Maine et Loire, par la SPL Saumur Val de Loire Tourisme au titre de l'édition 2020 viendraient en réduction, à part égale, de la subvention de 116 442,84 € HT versée par la Ville et l'Agglomération au 1er août 2020 au titre de l'indemnisation des dépenses engagées par le délégataire.

La convention de délégation de service public passée entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Ville de Saumur, la Société Publique Locale Saumur Val de Loire Tourisme ayant été conclue sous le régime de la quasi-régie prévu par l'article L. 3211-1 du Code de la commande publique, les dispositions dudit Code relatives la passation d'avenants aux conventions de délégations de service public ne sont pas applicables au présent avenant.

**Vu** l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

**Vu** l'impossibilité d'organiser l'édition 2020 de l'évènement Anjou Vélo Vintage compte tenu des mesures sanitaires rendues obligatoires en application de l'état d'urgence sanitaire,

**Vu** l'avis favorable de la Commission Communale des Services Publics locaux en date du 2 juin 2020, saisie à titre facultatif,

**Vu** l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 *portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19*, et notamment son article 6-1 dispensant de l'avis préalable de la Commission de délégation de service public la conclusion d'un avenant à une convention de délégation de service public,

**Vu** l'article L. 3211-1 du Code de la commande publique relatif aux contrats de concession passés sous le régime de la quasi-régie,

**Vu** la convention de délégation de service public passé, le 18 décembre 2017, entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Ville de Saumur et la Société Publique Locale Saumur Val de Loire Tourisme pour l'organisation de la manifestation Anjou Vélo Vintage

Vu l'exposé ci-avant,

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

**- D'APPROUVER** la conclusion d'un avenant n° 2 au contrat de délégation de service public passé, le 18 décembre 2017, entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Ville de Saumur, et la Société Publique Locale Saumur Val de Loire Tourisme concernant l'organisation de la manifestation Anjou Vélo Vintage, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- 6.1. décider de l'annulation, pour des motifs non imputables au délégataire et liés à l'état d'urgence sanitaire, de l'édition 2020 de l'évènement Anjou Vélo Vintage et du non-paiement, à ce jour, de la subvention d'équilibre d'exploitation prévue à l'article 15 du contrat de délégation de service public pour l'année 2020.
- 6.2. prolonger la durée du contrat de délégation de service public au 31 juillet 2021,

- 6.3. confier à la Société Publique Locale Saumur Val de Loire Tourisme l'organisation de l'édition 2021 de l'événement Anjou Vélo Vintage,
- 6.4. porter la subvention à verser au délégataire pour la période courant du 1er juillet 2019 (date de fin de la manifestation 2019) au 31 juillet 2021 (terme du présent avenant), de la manière suivante :
- 6.4.1. à la date du 1er août 2020 à la somme de 116 442,84 € HT de subvention majorée de TVA, répartie à part égale entre la Communauté d'agglomération Saumur val de Loire et la Ville de Saumur.
- 6.4.2. sur l'année 2021 et conformément aux conditions du contrat initial de DSP, la somme de 105 000 € TTC pour la Communauté d'Agglomération et 65 000 € TTC pour la Ville.
- 6.5. préciser que si l'édition 2021 de la manifestation Anjou Vélo Vintage venait également à être annulée pour un motif non imputable au délégataire, la somme de 77 128,89 € HT correspondant aux dépenses réalisées en 2020 par la société LEO prestataire de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme et considérées comme reportables sur l'édition 2021 dans le cadre du présent accord, seraient versées, par moitié à parts égales entre la Ville et l'agglomération, afin de permettre l'indemnisation des frais engagés par le prestataire de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, à hauteur des sommes dûment justifiées par ce dernier,
- 6.6. préciser que l'entrée en vigueur de cet avenant sera conditionnée à la conclusion concomitante entre la SPL et son prestataire LEO d'un avenant au marché public les liant, précisant l'acceptation dans le cadre d'une prolongation de marché jusqu'au 31 juillet 2021, d'un paiement par la SPL à la société LEO, sur 2020 d'une somme de 106 489,84 € HT soit 127 787,80 € TTC et sur 2021 de la somme de 187 800,00 € HT soit 225 360,00 € TTC,
- 6.7. préciser que les éventuelles subventions complémentaires perçues, de la Région Pays de la Loire et du Département du Maine et Loire, par la SPL au titre de l'édition 2020 viendraient en réduction, à part égale, de la subvention de 116 442,84 € HT versée par la Ville et l'Agglomération au 1er août 2020 au titre de l'indemnisation des dépenses engagées par le délégataire,
- 6.8. préciser que les autres dispositions du contrat de délégation de service public initial, non modifiées par cet avenant, demeureront inchangées.
- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer l'avenant correspondant.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 74 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

24 JUIN 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 2ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	1.2 Délégations de service public	1.3.3 Modifications de conventions
-------------------	-----------------------------------	------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »